



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2020-2021

CG/LW

P.V. FI 04

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 23 octobre 2020

Ordre du jour :

7666 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021

7667 Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024

Rapporteur : Monsieur François Benoy

- Echange de vues avec des représentants de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, M. Georges Engel, Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Lamberty remplaçant M. Gilles Baum, Mme Josée Lorsché, M. Gilles Roth

M. Romain Heinen, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA (AED)

M. Eric Mey, Directeur adjoint de l'AED

M. Yves Melan, M. Roland Richardy, de l'AED

M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (ministère des Finances)

M. Raymond Bausch, de l'IGF (ministère des Finances)

M. Benjamin Jans, du ministère des Finances

M. Fabrizio Costa, Groupe politique « déi Gréng », assistant au rapporteur

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gilles Baum, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

En guise d'introduction, le Directeur de l'AED attire l'attention sur le contexte particulier dans lequel les chiffres de l'AED ont été établis. En effet, la fermeture complète de l'économie du Luxembourg pendant plusieurs mois de l'année 2020 constituant une première, l'AED ne

dispose pas de tous les repères nécessaires lui permettant d'en déduire des hypothèses et des estimations pour l'année 2021. Il est apprécié que pour cette raison, le gouvernement ait adopté une approche très prudente en matière d'estimation des recettes fiscales de l'année 2021. Il est dès à présent déjà certain que l'Etat subira des pertes fiscales en 2021.

Le Directeur de l'AED présente les chiffres de l'AED annexés au présent procès-verbal et apporte les commentaires supplémentaires suivants :

Page 1 : La moins-value estimée des recettes de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (-10,3%) en 2020 se base sur trois phénomènes : premièrement, l'arrêt presque total des activités économiques pendant quelques mois, deuxièmement, l'augmentation et le non-paiement des créances TVA de l'AED, notamment en relation avec les moratoires accordés par l'AED et troisièmement, les remboursements TVA élevés pratiqués par l'AED pour venir en aide aux entreprises. Le niveau des recettes de la TVA estimé pour 2021 se situe largement en dessous de celui du budget voté 2020, mais légèrement au-dessus du niveau estimé de 2019.

Il est prévu que les recettes issues de la taxe d'abonnement baissent de 3% par rapport au budget voté. Les cours de bourse ont fortement chuté en mars 2020 et la valeur nette d'inventaire (VNI) des fonds a régressé de 11-12% au même moment. Le deuxième trimestre de l'année a été faible, mais la situation d'est améliorée au troisième trimestre et il semblerait qu'il en soit de même au quatrième trimestre. La progression de 3,7%, par rapport à l'estimation de 2020, des recettes de la taxe d'abonnement inscrite dans le projet de budget 2021 se base sur des chiffres établis par le STATEC.

Les recettes de l'exercice 2020 provenant des droits d'enregistrement affichent un recul de 12,5%, soit de 48 millions d'euros. Or, 19 millions d'euros de ce montant sont dus en interne, en raison de la migration du système de comptabilité de l'AED vers SAP pour les droits d'enregistrement. Elle passe ainsi d'une « comptabilité d'après des droits dus » à une « comptabilité d'après la situation de caisse », ce passage entraînant un déphasage d'un montant de 19 millions d'euros. La déduction de ce montant des 48 millions d'euros fait revenir la baisse des recettes à -29 millions d'euros pour 2020. Pour la comparaison avec l'exercice 2019, il est encore précisé que l'exercice 2019 a été marqué par quelques actes exceptionnels occasionnant des valeurs élevées. L'ensemble de ces facteurs permet de conclure à une situation tout de même stable pour l'exercice 2020 en matière de droits d'enregistrement. La progression estimée pour l'année 2021 par rapport à l'estimation 2020 de 14,1% des recettes découlant des droits d'enregistrement s'élèverait en fait à 9% sans la migration vers SAP.

Les recettes issues des droits de succession sont par nature volatiles. Ces droits ne sont prélevés que sur environ un cinquième des successions et les recettes y relatives dépendent des actifs nets hérités.

Page 2 : L'estimation des recettes brutes de la TVA pour 2021 résulte d'un calcul économétrique basé sur les trois agrégats suivants : le PIB de 2019, celui de 2020 et l'inflation. L'AED établit une moyenne des prévisions du STATEC, de la BCL, de la Commission européenne, de l'OCDE et du FMI qu'elle exploite ensuite dans ses calculs. L'estimation d'une croissance des recettes brutes de la TVA de 6,3% en 2021 tient également compte, dans une certaine mesure, d'un montant forfaitaire déterminé sur base des importants soldes débiteurs de 2020 et du remboursement présumé d'une partie de ces soldes en 2021. L'AED s'attend à un retour à la normale pour les remboursements de la TVA en 2021 en estimant ces remboursements à 1,8 milliard d'euros. Il est essentiel que les contrôles adéquats puissent avoir lieu en amont de ces remboursements.

Page 4 : Les remboursements de TVA ont été extrêmement importants au cours des mois de mars et d'avril 2020. A ce moment-là, l'AED s'est attelée à rembourser tous les montants en dessous de 10.000 euros, à traiter prioritairement les déclarations des entreprises à solde

créditeur (donc, ayant droit à un remboursement TVA) et à évacuer les demandes de remboursement endéans de délais courts.

Page 5 : Le tableau de la page 5 reprend les recettes TVA par secteur d'activité. Ne s'agissant pas d'une imposition sur les bénéfices, il serait erroné de déduire la santé financière des différents secteurs par rapport aux chiffres présentés. Les recettes TVA de 2020 sont en nette régression par rapport à celles de 2019 dans le secteur automobile (G45) et celui des stations services (G46) (effet combiné de la chute du prix des huiles minérales et du confinement).

Page 8 : L'impact financier de la faveur fiscale en matière de TVA logement pour l'année 2020 atteindra le niveau de l'année 2018 en raison de l'arrêt des travaux de construction pendant le confinement et également d'une reprise lente des activités de l'AED à la suite du confinement.

Page 9 : Le tableau reprenant les montants de TVA à recouvrer fait état d'un montant d'environ 525 millions d'euros à recouvrer auprès d'entreprises en activité au 5 octobre 2020 (+120 millions d'euros et +5.000 entreprises par rapport à 2019). (Une comparaison – non publiée – de l'évolution entre mars 2020 et octobre 2020 refléterait une détérioration du solde débiteur de 162 millions d'euros due à la crise.)

Le montant à recouvrer auprès de sociétés « en faillite » a diminué à partir de l'année 2015 ; cette baisse est surtout due à une accélération du traitement des dossiers au niveau des tribunaux.

Page 10 : Il est rappelé que le montant de TVA à rembourser se base uniquement sur les déclarations des entreprises avant le contrôle de l'AED et peut dès lors encore varier (cela n'est pas le cas pour les montants à recouvrer (cf page précédente) qui sont des montants définitifs).

Page 13 : L'arrêt de l'application en impôt sur le revenu, de la mesure du taux du quart du taux global au 31 décembre 2018 explique le niveau élevé des recettes des droits d'enregistrement de janvier 2019. L'effet de cet arrêt représente 35 millions d'euros en janvier 2019. Après déduction de ce montant des recettes de janvier 2019, il apparaît que les recettes de janvier 2020 sont en progression par rapport à celles de 2019.

Page 14 : Le montant des crédits d'impôts accordés en matière d'enregistrement et d'hypothèques de l'année 2020 sera en deçà de celui des années précédentes. Il est estimé que cette baisse est en relation avec le fait que les investisseurs en quête d'un rendement financier intéressant et en raison des taux d'intérêts faibles, investissent dans l'immobilier locatif, alors que le crédit d'impôt n'est pas accordé dans ce secteur.

Page 17 : Le tableau de la page 17 renseigne sur l'évolution des droits de succession. Les recettes de ces droits varient beaucoup en fonction des dossiers individuels soumis à l'AED. Ainsi, en 2019, 8 dossiers ont représenté 30% des recettes annuelles des droits de succession du bureau des successions à Luxembourg.

Page 19 : Il est rappelé qu'un budget pluriannuel est le résultat d'un cadre de travail théorique qui prévoit une évolution à politique constante. Les chiffres se basent sur les projections du STATEC, de la BCL, de la Commission européenne, de l'OCDE et du FMI.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question de M. Gilles Roth, le Directeur de l'AED reconferme qu'au 30 septembre 2020 le secteur automobile fait partie des secteurs les plus touchés par une baisse des recettes TVA en 2020.

- Sur demande de M. Roth, le Directeur de l'AED revient aux taux de TVA appliqués au Luxembourg par rapport à ceux des autres Etats membres. Il rappelle que le Luxembourg a toujours appliqué des taux de TVA à un bas niveau, entre autres en raison de la taille restreinte de son économie et de l'absence d'effets d'échelle y liée. L'absence de ces effets d'échelle et la dépendance d'autres pays pour l'approvisionnement du marché luxembourgeois conduit inéluctablement à un renchérissement des prix de base par rapport à ceux des pays voisins. D'où l'utilité de modérer les taux de TVA.
- M. Roth constate que beaucoup d'annonces immobilières miroitent un taux de TVA de 3%, alors que, dans la plupart des cas, ce taux ne pourra être appliqué que sur une partie du prix d'achat d'un bien immobilier. Il souhaiterait que le législateur agisse de sorte que les annonces immobilières affichent désormais des prix incluant un taux de TVA de 17%, quitte à pouvoir annoncer en bas de page que ces frais pourront être moins élevés.

Le Directeur de l'AED signale que le problème abordé par M. Roth ne concerne pas la législation TVA ou fiscale, mais le droit de la consommation.

- Comme il l'avait fait au cours de la réunion du 20 octobre 2020 en présence du ministre des finances, M. Roth suggère de nouveau que la consultation des actes transcrits aux bureaux de la conservation des hypothèques (cette transcription étant prévue par la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers) soit soumise aux dispositions du RGPD. Il propose ainsi que toute consultation doive être motivée et que la personne dont les données ont été consultées en soit informée.

Le Directeur de l'AED confirme qu'à l'heure actuelle une consultation des actes ne doit pas être motivée. Il fait la différence entre le volet transcription, révélant la propriété immobilière d'un chacun, et le volet inscription des hypothèques, montrant quelles hypothèques grèvent les différents biens immobiliers. Il ajoute que les banques doivent pouvoir consulter les actes avant d'accorder des crédits et que la publicité en général a pour but d'assurer la sécurité juridique de la propriété. Il est un fait qu'en matière de consultation des actes répertoriés, les dispositions du RGPD ne sont pas vraiment respectées. De nouvelles règles ont été introduites pour les consultations du cadastre désormais soumises à la condition de la présentation d'un motif légitime.

Le Directeur de l'AED informe les membres de la Commission qu'en 2021 et 2022 les actes datant de 2009 jusqu'à aujourd'hui seront numérisés. Un projet de loi prévoyant le dépôt d'actes par les notaires auprès de l'AED sera bientôt déposé, l'objectif final étant de mettre à disposition des parties à l'acte (particuliers, mais également notaires, banques, etc) les informations par voie numérique en passant par my guichet.

Il conclut que la publicité hypothécaire est le fruit d'une évolution centenaire par rapport à des oppositions qui se sont toujours manifestées par le passé et qu'il appartient au monde politique de décider jusqu'où le droit à la transparence doit ou peut aller et rappelle que les tribunaux sont déjà intervenus en matière d'usage abusif des droits existants.

M. Sven Clement se prononce en faveur du maintien de la transparence existante en matière de publicité foncière. L'introduction d'une condition de motif légitime pour la consultation des actes lui paraît envisageable et l'information de la personne dont les données ont été consultées nécessaire.

- M. Clement souhaite savoir quelles sont les estimations de l'AED concernant l'effet des mesures prévues à l'égard des FIS immobiliers dans le projet de budget sur le rapport moyen actifs nets/1 euro et sur les recettes de la taxe d'abonnement.

Le Directeur de l'AED explique que la mesure prévue aura des répercussions au niveau des impôts directs et non au niveau de la taxe d'abonnement. Il ne dispose dès lors pas d'informations à ce sujet.

Selon M. Clement, la disposition à l'égard des FIS immobiliers pourrait inciter les investisseurs à restructurer leurs actifs. Il souhaite être rassuré que cette disposition ne risque pas d'entraîner une fuite de capitaux.

Le Directeur de l'AED répond que ces craintes sont infondées et précise que les FIS immobiliers concernés par la nouvelle disposition sont très peu nombreux au Luxembourg.

- En réponse à une question de M. François Benoy, le Directeur de l'AED déclare que les effets de la taxe CO2 n'ont pas encore été pris en compte dans le projet de budget pluriannuel des recettes de la TVA.

Luxembourg, le 2 novembre 2020

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

Annexe:

Rapport explicatif au 26 octobre 2020 de l'AED



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de l'enregistrement,
des domaines et de la TVA

Rapport explicatif au 23 octobre 2020

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT,
DES DOMAINES ET DE LA TVA

Direction de l'AED

1-3, av. Guillaume
L-1651 Luxembourg

Tél. : +352 2478 0800
Fax : +352 2479 0400

info@aed.public.lu
www.aed.public.lu

Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Table des matières

Evolution budgétaire 2019 - 2020 et projet de Budget 2021	1
Evolution budgétaire de la TVA 2019 - 2021	2
Evolution mensuelle de la structure TVA 2020	3
Evolution mensuelle des remboursements et de la TVA 2020	4
Provenance de la TVA d'après les secteurs économiques	5
Evolution de la TVA 2016 - 2020 (résultats cumulés)	6
Evolution des remboursements de TVA 2016 - 2020 (résultats cumulés)	7
Remboursement TVA logement et application directe du taux de 3%	8
Structure des montants de TVA à recouvrer 2015 - 2020	9
Structure des montants de TVA à rembourser 2015 - 2020	10
Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser-assujettis en activité normale	11
Structure des montants de TVA à recouvrer / rembourser en % des recettes brutes	12
Evolution des droits d'enregistrement 2016 - 2020 (résultats cumulés)	13
Crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement et d'hypothèques	14
Evolution de la taxe d'abonnement 2016 - 2020 (résultats cumulés)	15
Prorata « actifs nets des OPC et recettes de la taxe d'abonnement » 2000 - 2020	16
Evolution mensuelle des droits de succession 2019 - 2020	17
Evolution des droits de succession 2016 - 2020 (résultats cumulés)	18
Projet de Budget pluriannuel 2021 - 2024	19

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT, DES DOMAINES ET DE LA TVA

Article	Code fonct.	Libellé	<u>2019</u>	<u>2020</u>		<u>2020 Estimation/ 2020 Budget</u>	
			Compte	Budget voté	Estimation	Δ en €	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes							
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	3 948 031 222 €	4 121 081 000 €	3 696 698 936 €	-424 382 064 €	-10,3%
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	1 036 495 737 €	1 087 388 000 €	1 054 601 000 €	-32 787 000 €	-3,0%
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	348 030 558 €	384 569 000 €	336 412 000 €	-48 157 000 €	-12,5%
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	69 266 232 €	66 966 000 €	67 225 000 €	259 000 €	0,4%
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	57 568 569 €	58 000 000 €	59 800 000 €	1 800 000 €	3,1%
Section 64.7 - Recettes domaniales							
16.010	01.25	Loyers d'immeubles des entreprises	78 569 318 €	77 612 000 €	68 244 000 €	-9 368 000 €	-12,1%
Section 94.1 - Autres recettes en capital							
56.040	13.60	Droits de succession	116 006 925 €	85 000 000 €	75 000 000 €	-10 000 000 €	-11,8%
TOTAL			5 653 968 559 €	5 880 616 000 €	5 357 980 936 €	-522 635 064 €	-8,9%

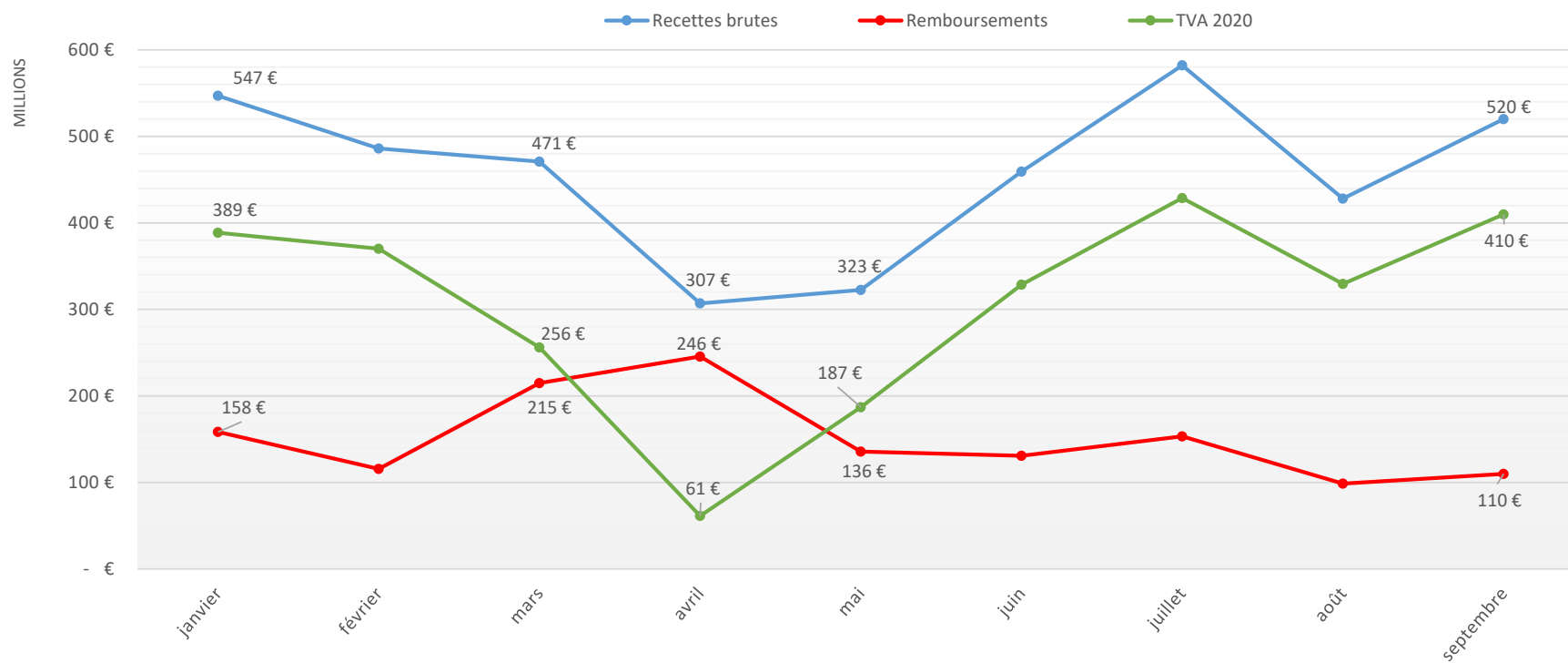
Article	Code fonct.	Libellé	2020		2021	2021 Projet de Budget/ 2020 Estim.	
			Budget voté	Estimation	Projet de Budget	Δ en €	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes							
36.000	13.60	Taxe sur la valeur ajoutée	4 121 081 000 €	3 696 698 936 €	4 012 827 164 €	316 128 228 €	8,6%
36.032	13.60	Taxe d'abonnement	1 087 388 000 €	1 054 601 000 €	1 093 989 000 €	39 388 000 €	3,7%
36.050	13.60	Droits d'enregistrement	384 569 000 €	336 412 000 €	383 857 000 €	47 445 000 €	14,1%
36.030	13.60	Droits d'hypothèques	66 966 000 €	67 225 000 €	75 595 000 €	8 370 000 €	12,5%
36.100	11.70	Taxe sur les assurances	58 000 000 €	59 800 000 €	62 200 000 €	2 400 000 €	4,0%
Section 64.7 - Recettes domaniales							
16.010	01.25	Loyers d'immeubles des entreprises	77 612 000 €	68 244 000 €	74 205 000 €	5 961 000 €	8,7%
Section 94.1 - Autres recettes en capital							
56.040	13.60	Droits de succession	85 000 000 €	75 000 000 €	85 000 000 €	10 000 000 €	13,3%
TOTAL			5 880 616 000 €	5 357 980 936 €	5 787 673 164 €	429 692 228 €	8,0%

TVA

Libellé	<u>2019</u>	<u>2020</u>		<u>2021</u>	<u>2021 Projet de Budget/ 2020 Estim.</u>	
	Compte	Budget voté	Estimation	Projet de Budget	Δ en €	Δ en %
Recettes brutes	5 614 888 283 €	5 940 857 623 €	5 493 576 908 €	5 840 316 757 €	346 739 849 €	6,3%
Remboursements	-1 666 857 062 €	-1 819 776 619 €	-1 796 877 972 €	-1 827 489 593 €	-30 611 621 €	-1,7%
TVA	3 948 031 222 €	4 121 081 004 €	3 696 698 936 €	4 012 827 164 €	316 128 228 €	8,6%

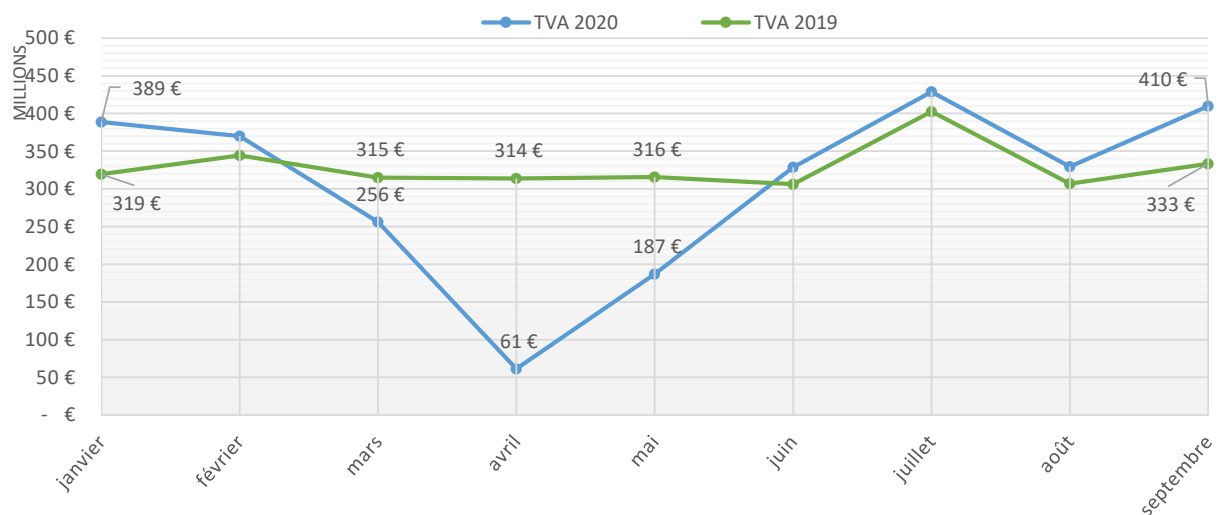
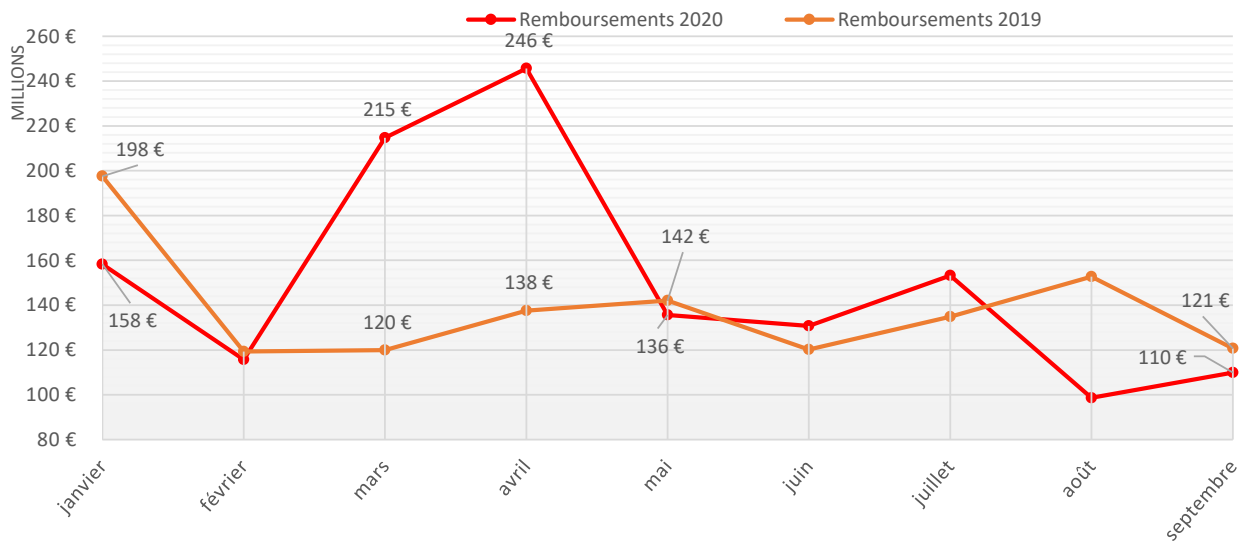
EVOLUTION MENSUELLE DE LA STRUCTURE TVA 2020

Mois	Recettes brutes	Remboursements	TVA 2020
janvier	547 047 108 €	158 312 446 €	388 734 661 €
février	485 886 494 €	115 713 740 €	370 172 754 €
mars	470 753 581 €	214 742 975 €	256 010 606 €
avril	306 920 227 €	245 622 022 €	61 298 205 €
mai	322 647 661 €	135 577 246 €	187 070 415 €
juin	459 410 718 €	130 700 248 €	328 710 470 €
juillet	582 029 415 €	153 300 825 €	428 728 591 €
août	428 187 838 €	98 663 669 €	329 524 170 €
septembre	519 847 845 €	109 924 747 €	409 923 097 €



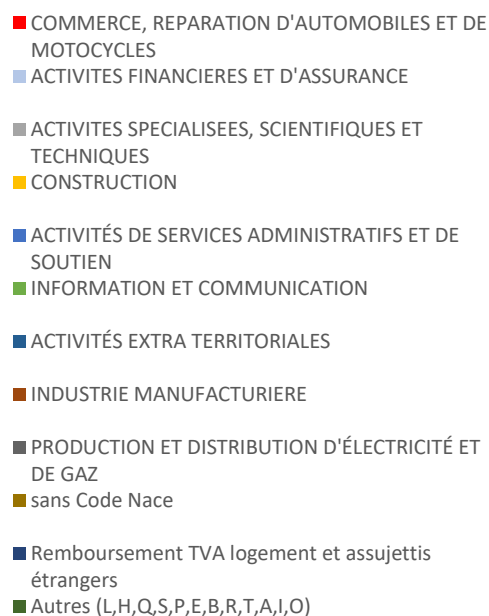
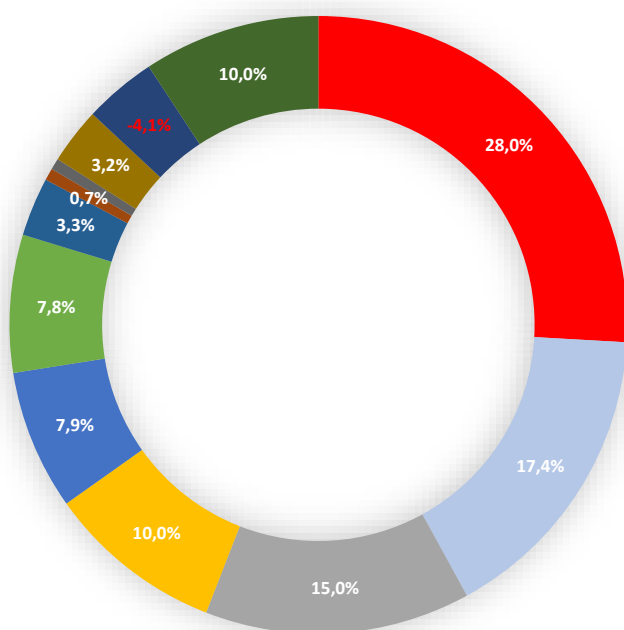
EVOLUTION MENSUELLE DES REMBOURSEMENTS ET DE LA TVA 2020

Mois	Remboursements			TVA		
	2020	2019	Δ20/19 en %	2020	2019	Δ20/19 en %
janvier	158 312 446 €	197 530 198 €	- 19,9	388 734 661 €	319 367 084 €	21,7
février	115 713 740 €	119 330 598 €	- 3,0	370 172 754 €	344 479 344 €	7,5
mars	214 742 975 €	119 908 931 €	79,1	256 010 606 €	314 837 024 €	- 18,7
avril	245 622 022 €	137 562 622 €	78,6	61 298 205 €	313 973 718 €	- 80,5
mai	135 577 246 €	142 107 467 €	- 4,6	187 070 415 €	315 586 643 €	- 40,7
juin	130 700 248 €	120 214 140 €	8,7	328 710 470 €	306 238 949 €	7,3
juillet	153 300 825 €	134 827 391 €	13,7	428 728 591 €	402 590 471 €	6,5
août	98 663 669 €	152 747 506 €	- 35,4	329 524 170 €	307 083 561 €	7,3
septembre	109 924 747 €	120 705 358 €	- 8,9	409 923 097 €	333 425 228 €	22,9



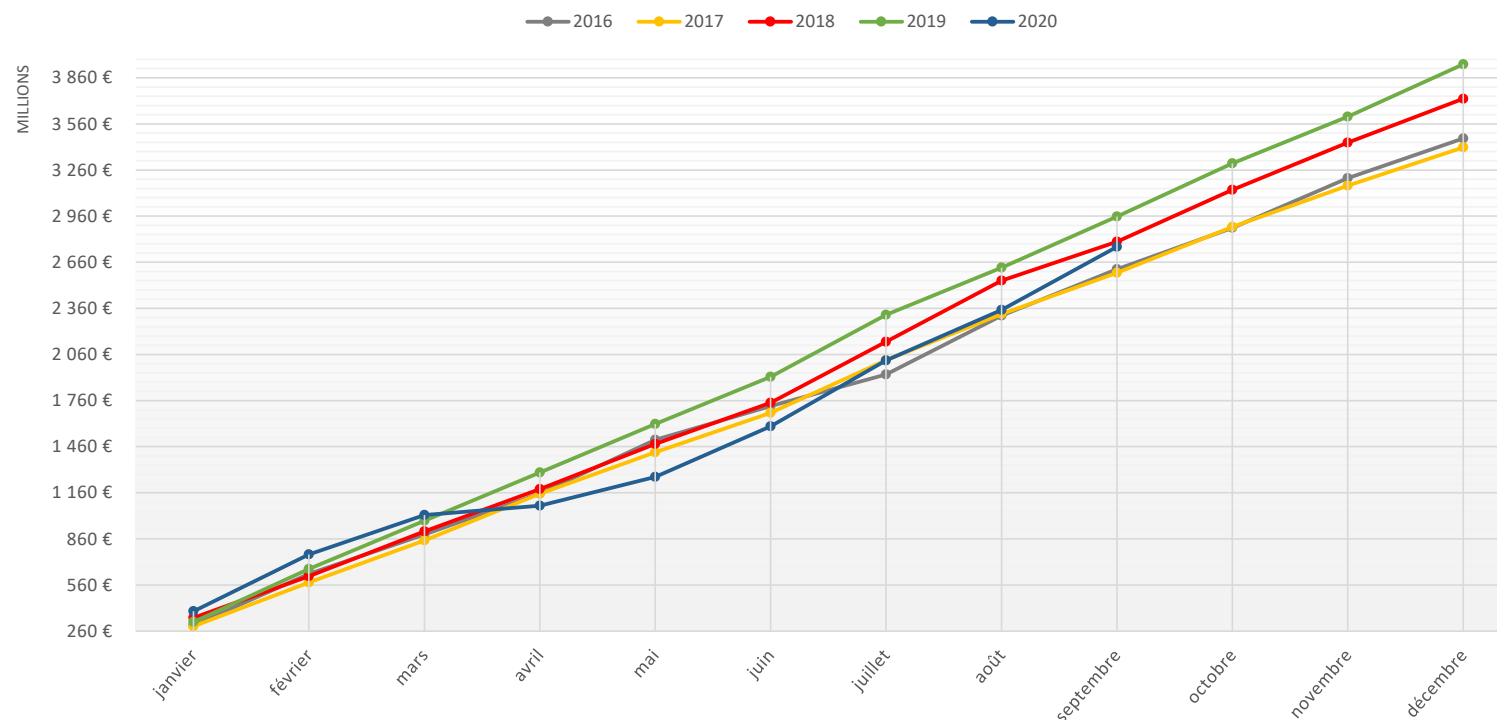
PROVENANCE DE LA TVA D'APRES LES SECTEURS ECONOMIQUES : MOIS DE JANVIER A SEPTEMBRE

		2020	
Section		Recettes TVA	en %
G	COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	773 747 285 €	28,0%
	45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	224 821 263 €	
	46 Commerce de gros à l'exception de 45	309 702 048 €	
	47 Commerce de détail à l'exception de 45	239 223 974 €	
K	ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	481 482 972 €	17,4%
	64 Activités des services financiers, hors assurance	301 587 990 €	
	66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	131 424 904 €	
M	ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	415 213 812 €	15,0%
	69 Activités juridiques et comptables	303 075 855 €	
	70 Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	41 229 142 €	
F	CONSTRUCTION	276 703 977 €	10,0%
	41 Construction de bâtiments	26 868 753 €	
	42 Génie civil	40 482 054 €	
	43 Travaux de construction spécialisés	209 353 170 €	
N	ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	218 886 580 €	7,9%
J	INFORMATION ET COMMUNICATION	215 337 342 €	7,8%
U	ACTIVITÉS EXTRA TERRITORIALES	91 812 774 €	3,3%
C	INDUSTRIE MANUFACTURIERE	18 884 189 €	0,7%
D	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	17 627 821 €	0,6%
X	sans Code Nace	87 856 832 €	3,2%
	Remboursement TVA logement et assujettis étrangers	- 113 585 612 €	-4,1%
	Autres (L,H,Q,S,P,E,B,R,T,A,I,O)	276 204 997 €	10,0%
TOTAL		2 760 172 969 €	100,0%



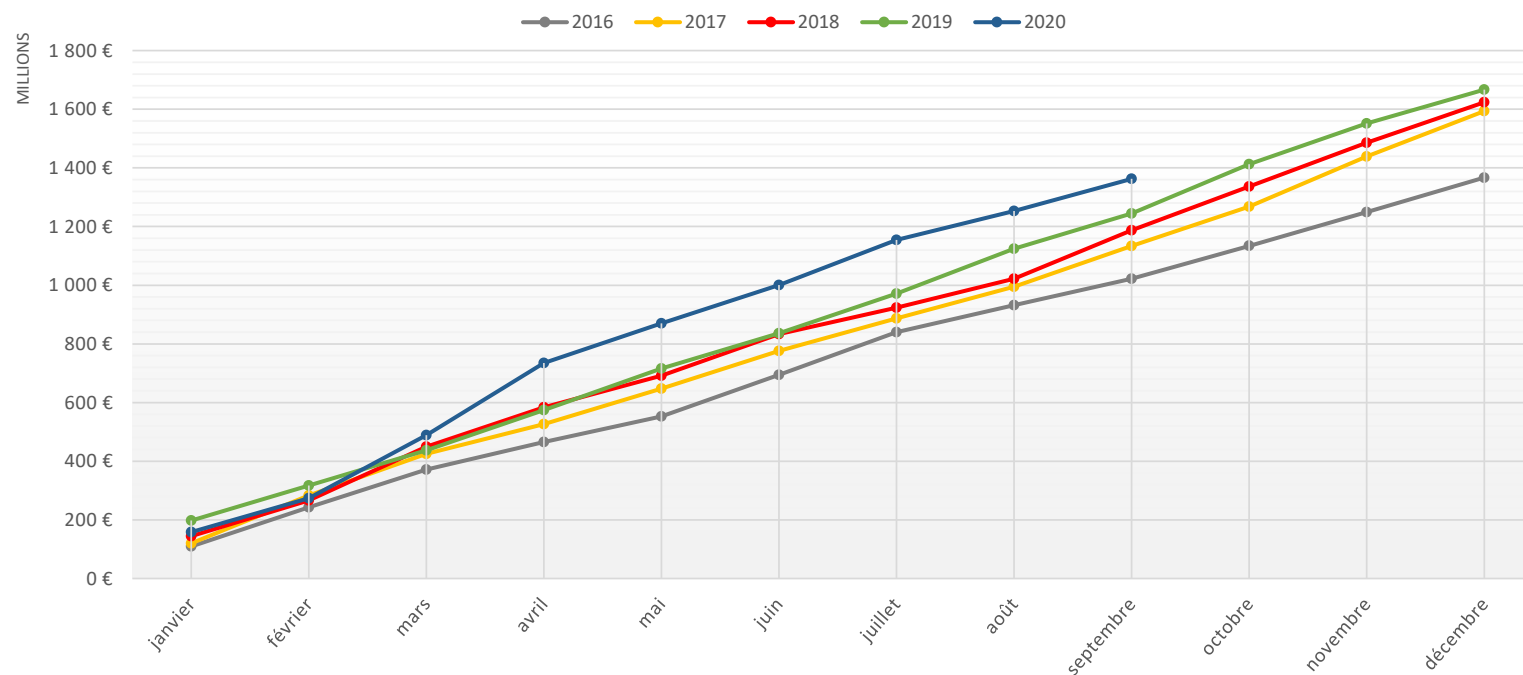
EVOLUTION DE LA TVA 2016 - 2020 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2016	2017	2018	2019	Δ19/18	2020	Δ20/19
janvier	296 907 999 €	291 433 653 €	346 380 313 €	319 367 084 €	-8%	388 734 661 €	22%
février	632 794 218 €	575 690 636 €	616 815 442 €	663 846 427 €	8%	758 907 416 €	14%
mars	887 868 554 €	849 539 510 €	908 295 924 €	978 683 451 €	8%	1 014 918 021 €	4%
avril	1 154 905 855 €	1 153 607 856 €	1 184 381 667 €	1 292 657 169 €	9%	1 076 216 226 €	-17%
mai	1 504 812 475 €	1 423 297 716 €	1 476 873 181 €	1 608 243 812 €	9%	1 263 286 641 €	-21%
juin	1 723 795 566 €	1 679 254 010 €	1 746 336 430 €	1 914 482 761 €	10%	1 591 997 112 €	-17%
juillet	1 929 874 298 €	2 022 774 243 €	2 141 972 394 €	2 317 073 232 €	8%	2 020 725 702 €	-13%
août	2 312 334 224 €	2 322 440 451 €	2 541 105 693 €	2 624 156 793 €	3%	2 350 249 872 €	-10%
septembre	2 615 355 670 €	2 591 884 085 €	2 793 708 986 €	2 957 582 021 €	6%	2 760 172 969 €	-7%
octobre	2 883 530 763 €	2 889 896 571 €	3 130 683 016 €	3 302 365 986 €	5%		
novembre	3 207 525 204 €	3 157 549 994 €	3 438 185 072 €	3 606 197 042 €	5%		
décembre	3 465 610 645 €	3 407 069 746 €	3 723 925 728 €	3 948 031 222 €	6%		



EVOLUTION DES REMBOURSEMENTS DE TVA 2016 - 2020 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2016	2017	2018	2019	Δ19/18	2020	Δ20/19
janvier	109 349 626 €	120 003 912 €	144 501 311 €	197 530 198 €	37%	158 312 446 €	-20%
février	243 201 041 €	283 594 736 €	266 837 362 €	316 860 796 €	19%	274 026 186 €	-14%
mars	371 720 691 €	425 062 278 €	449 473 488 €	436 769 727 €	-3%	488 769 161 €	12%
avril	465 477 503 €	526 028 342 €	583 759 340 €	574 332 349 €	-2%	734 391 184 €	28%
mai	552 470 305 €	647 903 181 €	691 981 445 €	716 439 816 €	4%	869 968 429 €	21%
juin	694 744 538 €	776 511 670 €	833 328 312 €	836 653 956 €	0%	1 000 668 677 €	20%
juillet	839 999 681 €	887 287 902 €	923 308 560 €	971 481 347 €	5%	1 153 969 502 €	19%
août	932 130 710 €	995 239 216 €	1 022 406 405 €	1 124 228 853 €	10%	1 252 633 171 €	11%
septembre	1 021 993 428 €	1 134 200 825 €	1 187 222 194 €	1 244 934 211 €	5%	1 362 557 919 €	9%
octobre	1 134 038 620 €	1 267 886 507 €	1 336 150 455 €	1 412 205 804 €	6%		
novembre	1 248 818 492 €	1 439 093 697 €	1 486 271 588 €	1 551 406 777 €	4%		
décembre	1 366 975 709 €	1 593 636 743 €	1 623 737 405 €	1 666 857 062 €	3%		



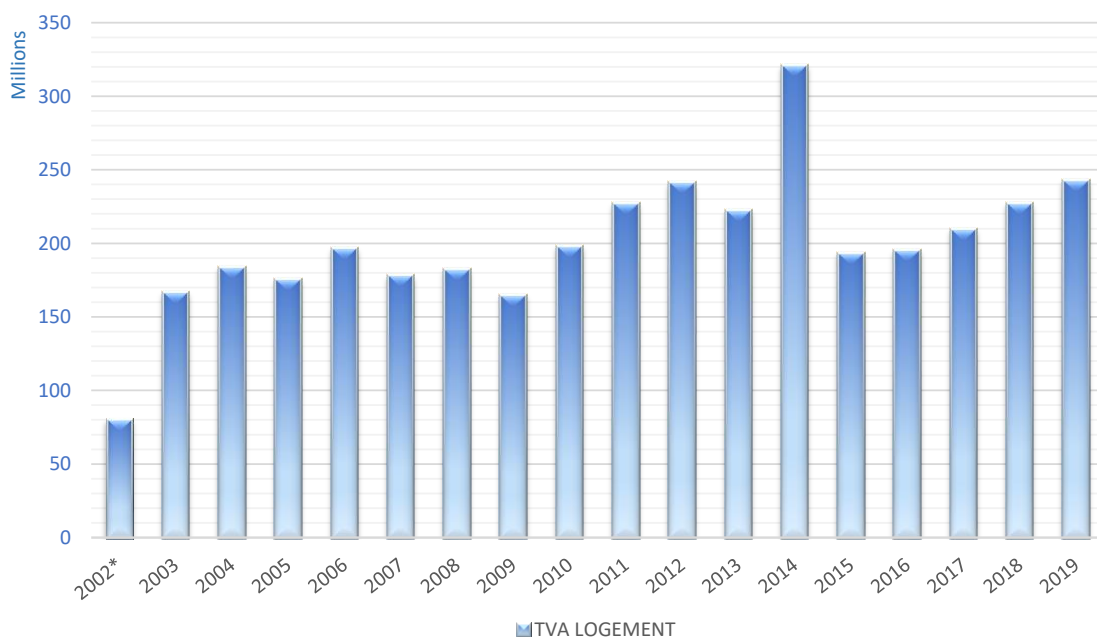
TVA LOGEMENT

IMPACT FINANCIER GLOBAL 2002 - 2020

Année	Montant de TVA remboursé	Montant faveur fiscale "application directe 3%"	TOTAL ANNUEL
2002*	62 514 037 €	17 624 338 €	80 138 375 €
2003	82 883 365 €	83 844 409 €	166 727 774 €
2004	71 970 030 €	111 660 513 €	183 630 543 €
2005	53 546 647 €	122 089 206 €	175 635 853 €
2006	46 161 611 €	150 608 158 €	196 769 769 €
2007	29 942 245 €	148 127 814 €	178 070 059 €
2008	30 823 021 €	151 698 355 €	182 521 376 €
2009	27 395 038 €	137 475 754 €	164 870 793 €
2010	31 041 043 €	166 969 947 €	198 010 990 €
2011	38 533 813 €	188 713 746 €	227 247 559 €
2012	38 797 539 €	202 352 278 €	241 149 817 €
2013	33 837 674 €	188 493 245 €	222 330 919 €
2014	23 736 824 €	296 913 914 €	320 650 738 €
2015	33 166 826 €	159 793 901 €	192 960 727 €
2016	27 806 141 €	167 608 611 €	195 414 752 €
2017	21 263 759 €	188 045 817 €	209 309 576 €
2018	24 848 553 €	202 302 513 €	227 151 067 €
2019	29 897 846 €	213 110 400 €	243 008 247 €
2020 **	20 434 273 €	151 790 605 €	172 224 877 €

*01.11.2002 - 31.12.2002 en ce qui concerne le montant de la faveur fiscale "application directe 3%"

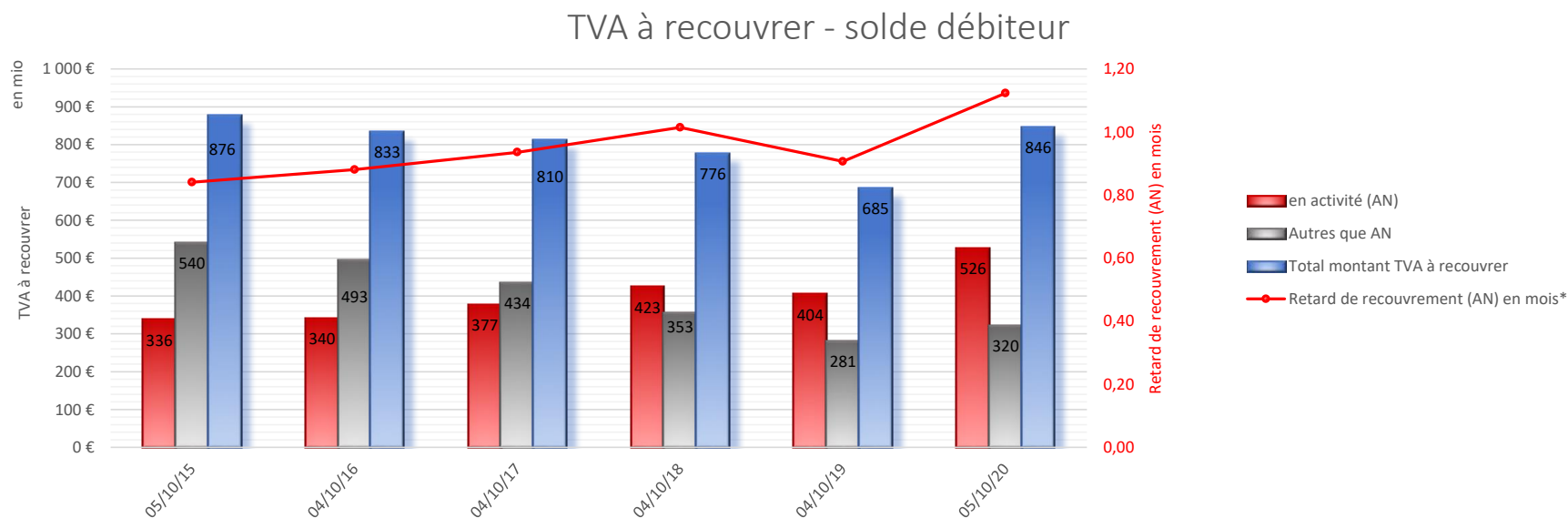
** Situation au 30.09.2020



STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER 2015 - 2020

Arriérés TVA au	5 octobre 2015		4 octobre 2016		4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 octobre 2019		5 octobre 2020	
Assujettis	Nbre	Solde débiteur	Nbre	Solde débiteur	Nbre	Solde débiteur	Nbre	Solde débiteur	Nbre	Solde débiteur	Nbre	Solde débiteur
en activité (AN)	19 231	335 879 687 €	20 189	340 298 161 €	20 697	376 797 124 €	22 934	422 784 997 €	21 323	403 961 090 €	26 361	525 606 527 €
en cessation	4 045	116 136 073 €	3 741	55 629 505 €	3 437	48 493 704 €	3 034	33 809 202 €	2 703	37 090 305 €	2 783	108 992 844 €
en faillite	4 768	373 163 902 €	4 643	374 308 538 €	4 708	337 689 786 €	3 938	270 465 505 €	3 813	219 296 789 €	3 442	191 200 581 €
en gestion contrôlée	20	3 041 224 €	9	2 014 197 €	17	2 158 171 €	12	1 760 652 €	20	1 770 052 €	17	1 358 053 €
en liquidation amiable	595	13 932 818 €	634	29 456 654 €	616	16 142 164 €	523	25 172 478 €	448	12 746 345 €	415	11 175 287 €
en liquidation judiciaire	761	33 882 979 €	740	31 111 847 €	739	29 086 225 €	635	22 061 973 €	567	9 752 718 €	506	7 307 476 €
succession vacante	1	350 €	0	- €	0	- €	1	9 053 €	0	- €	0	- €
Total montant TVA à recouvrer	29 421	876 037 033 €	29 956	832 818 903 €	30 214	810 367 174 €	31 077	776 063 860 €	28 874	684 617 298 €	33 524	845 640 769 €
Dont irrécouvrable		540 157 346 €		492 520 742 €		433 570 050 €		353 278 863 €		280 656 209 €		320 034 241 €
Montant irrécouvrable en %		61,7%		59,1%		53,5%		45,5%		41,0%		37,8%
Retard de recouvrement (AN) en mois*		0,84		0,88		0,94		1,01		0,91		1,12
Total assuj. AN	66 400		69 000		71 133		74 594		77 562		81 046	
Assuj. AN avec SD/ Total assuj. AN	29,0%		29,3%		29,1%		30,7%		27,5%		32,5%	

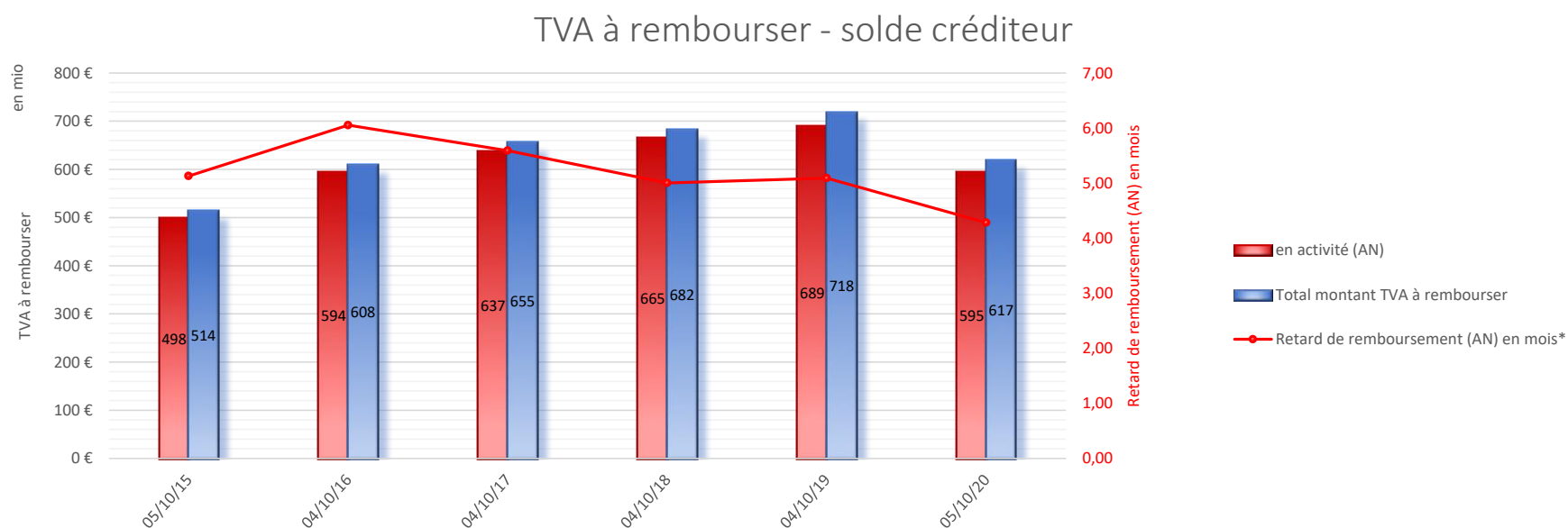
* Montant à recouvrer AN en T / Recette mensuelle brute moyenne en T-1 = retard en mois



STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A REMBOURSER 2015 - 2020

Arriérés TVA au	5 octobre 2015		4 octobre 2016		4 octobre 2017		4 octobre 2018		4 octobre 2019		5 octobre 2020	
Assujettis	Nbre	Solde créditeur	Nbre	Solde créditeur	Nbre	Solde créditeur	Nbre	Solde créditeur	Nbre	Solde créditeur	Nbre	Solde créditeur
en activité (AN)	22 700	498 432 255 €	26 543	593 645 563 €	27 662	636 913 842 €	28 403	664 536 724 €	29 479	688 954 142 €	24 459	594 790 457 €
en cessation	1 658	11 716 371 €	1 821	7 749 746 €	1 903	8 067 339 €	1 574	8 234 097 €	1 705	11 280 022 €	1 396	7 510 441 €
en faillite	2	545 €	40	435 166 €	42	413 743 €	3	2 682 €	9	8 555 €	12	6 429 €
en gestion contrôlée	3	86 773 €	8	187 454 €	7	187 392 €	2	146 893 €	3	149 686 €	3	179 817 €
en liquidation amiable	325	3 547 497 €	669	6 320 429 €	808	9 316 489 €	705	9 552 868 €	762	17 615 799 €	986	14 845 729 €
en liquidation judiciaire	0	- €	1	1 014 €	2	6 014 €	1	104 €	2	8 083 €	3	8 855 €
succession vacante	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	1	8 159 €
Total montant TVA à rembourser	24 688	513 783 440 €	29 082	608 339 372 €	30 424	654 904 820 €	30 688	682 473 368 €	31 960	718 000 120 €	26 860	617 349 887 €
Retard de remboursement (AN) en mois*		5,13		6,05		5,59		5,00		5,09		4,28
Total assuj. AN	66 400		69 000		71 133		74 594		77 562		81 046	
Assuj. AN avec SC/ Total assuj. AN	34,2%		38,5%		38,9%		38,1%		38,0%		30,2%	

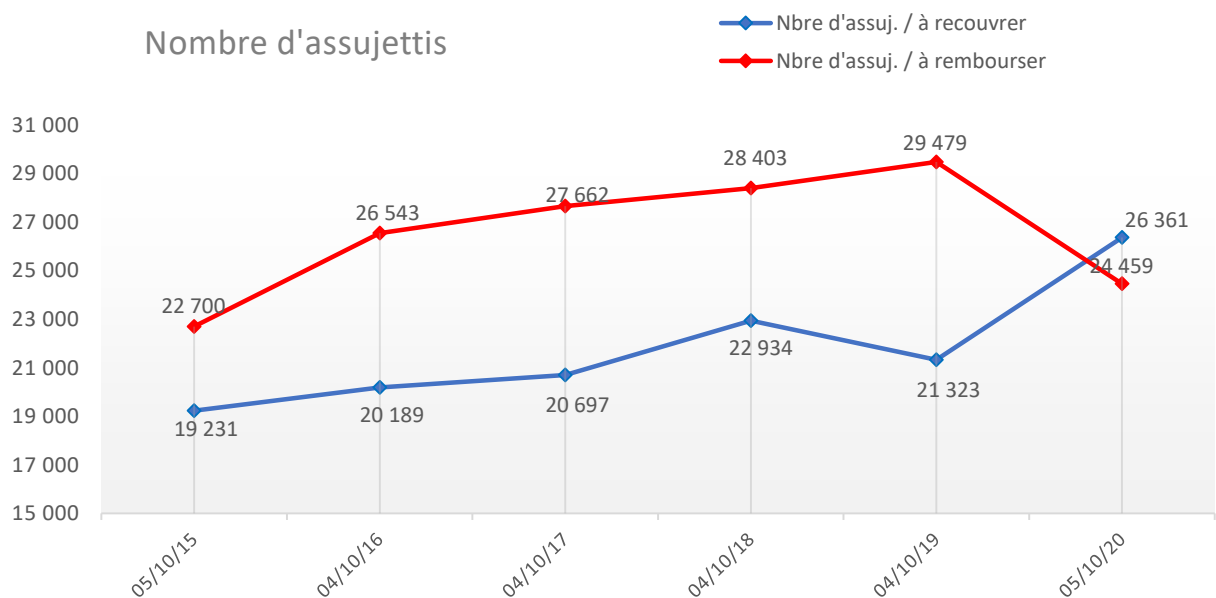
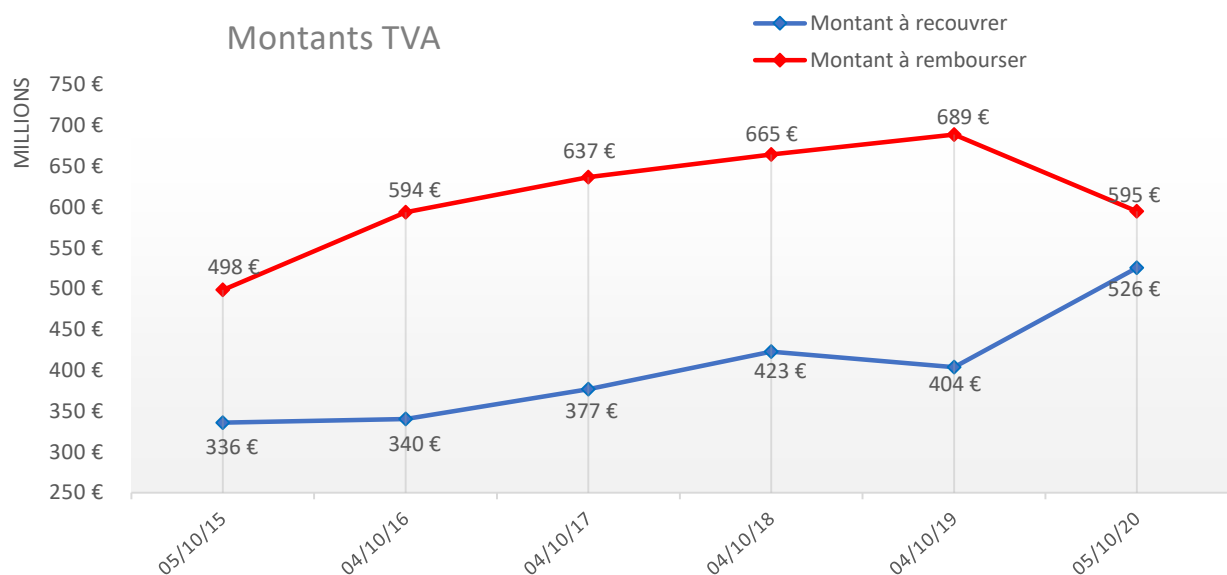
*Montant total à rembourser / Montant mensuel moyen remboursé T-1



STRUCTURE DES MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER 2015-2020

Situation des assujettis en activité normale

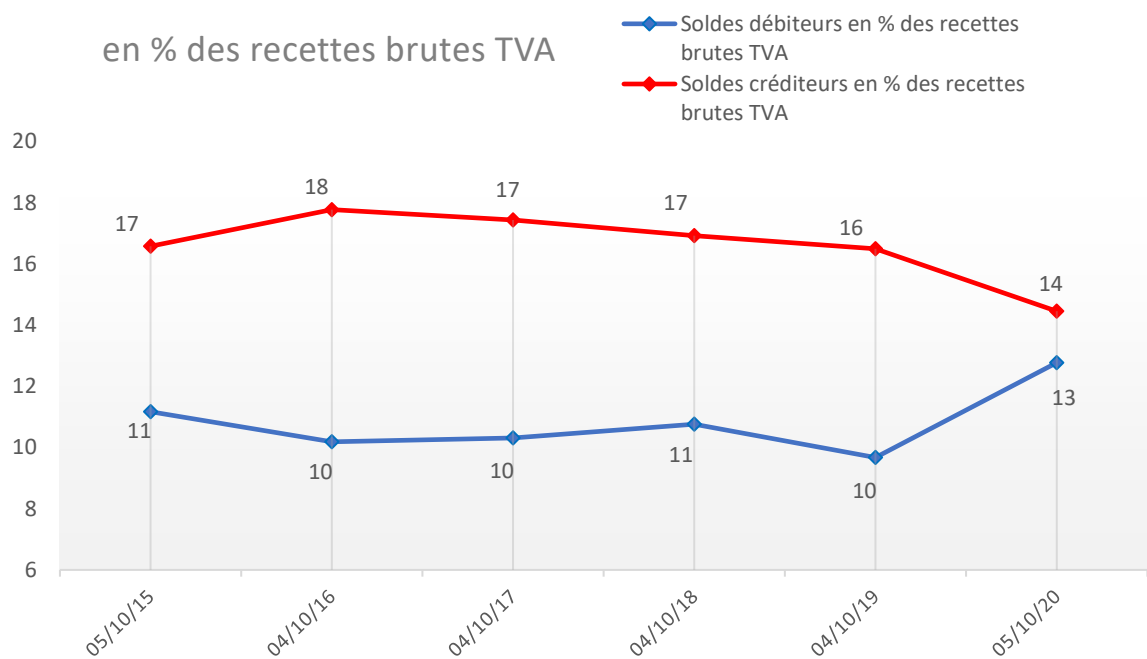
Arriérés TVA au	A recouvrer		A rembourser	
	Nombre d'assuj.	Montant	Nombre d'assuj.	Montant
5 octobre 2015	19 231	335 879 687 €	22 700	498 432 255 €
4 octobre 2016	20 189	340 298 161 €	26 543	593 645 563 €
4 octobre 2017	20 697	376 797 124 €	27 662	636 913 842 €
4 octobre 2018	22 934	422 784 997 €	28 403	664 536 724 €
4 octobre 2019	21 323	403 961 090 €	29 479	688 954 142 €
5 octobre 2020	26 361	525 606 527 €	24 459	594 790 457 €



MONTANTS DE TVA A RECOUVRER / A REMBOURSER EN % DES RECETTES BRUTES
Situation des assujettis en activité normale

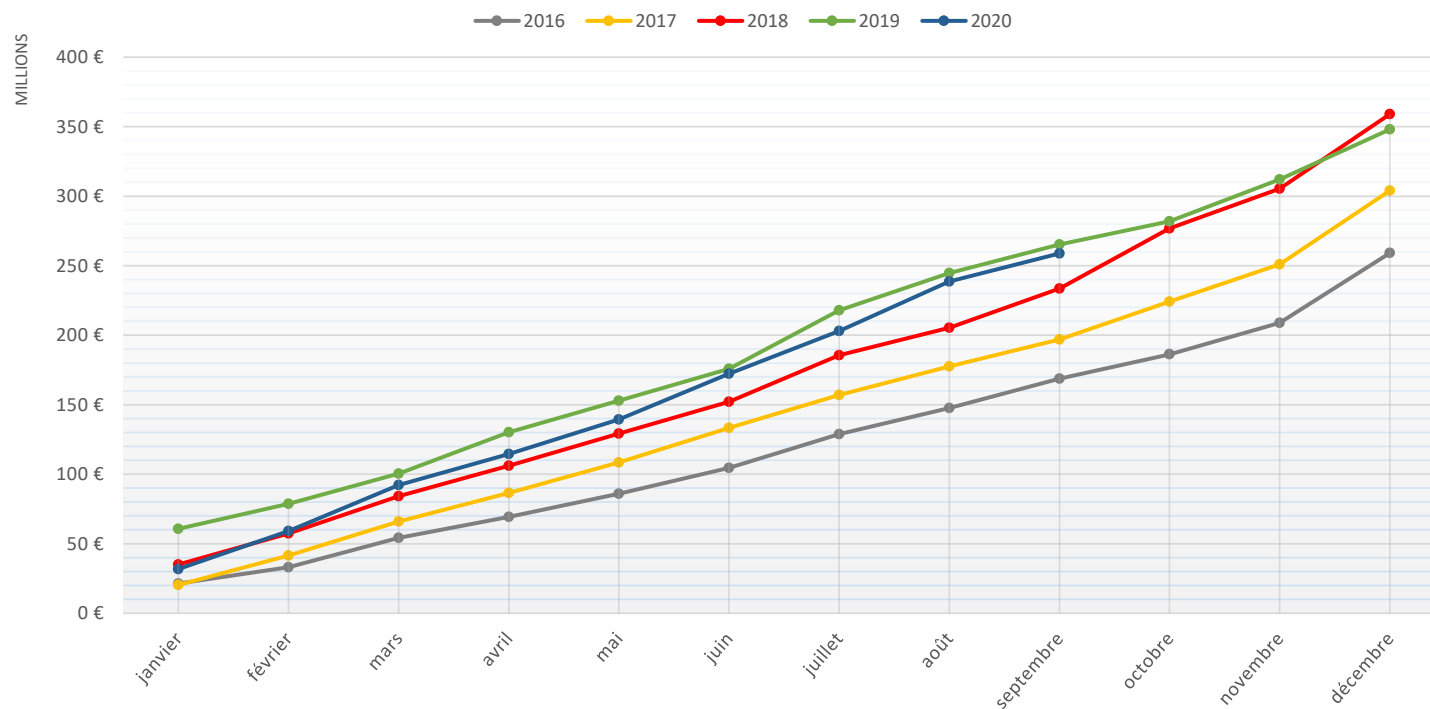
Recettes brutes* au 30 sept. (en mio.) (1)	Arriérés TVA au	A recouvrer		A rembourser	
		en mio. (2)	(2)/(1) en %	en mio. (3)	(3)/(1) en %
3 006	5 octobre 2015	336	11	498	17
3 340	4 octobre 2016	340	10	594	18
3 654	4 octobre 2017	377	10	637	17
3 928	4 octobre 2018	423	11	665	17
4 177	4 octobre 2019	404	10	689	16
4 115	5 octobre 2020	526	13	595	14

* Les recettes brutes correspondent aux soldes à payer déclarés par les assujettis dans le cadre de leurs déclarations de TVA.



EVOLUTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT 2016 - 2020 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2016	2017	2018	2019	Δ19/18	2020	Δ20/19
janvier	21 332 723 €	20 301 905 €	35 059 770 €	60 694 638 €	73%	31 766 915 €	-48%
février	33 003 420 €	41 437 855 €	57 414 297 €	78 628 592 €	37%	59 019 787 €	-25%
mars	54 276 238 €	65 896 921 €	84 148 743 €	100 436 026 €	19%	92 259 965 €	-8%
avril	69 263 491 €	86 437 283 €	106 184 681 €	130 109 180 €	23%	114 579 033 €	-12%
mai	86 015 665 €	108 504 005 €	129 265 422 €	152 854 144 €	18%	139 359 374 €	-9%
juin	104 441 103 €	133 258 714 €	152 018 434 €	175 803 529 €	16%	172 340 403 €	-2%
juillet	128 788 695 €	156 917 996 €	185 607 410 €	217 818 833 €	17%	203 092 124 €	-7%
août	147 518 802 €	177 466 023 €	205 441 751 €	244 761 374 €	19%	238 715 422 €	-2%
septembre	168 699 609 €	197 010 660 €	233 593 799 €	265 176 257 €	14%	258 808 933 €	-2%
octobre	186 240 468 €	224 179 401 €	276 866 387 €	281 855 880 €	2%		
novembre	208 852 395 €	250 971 520 €	305 307 127 €	312 110 805 €	2%		
décembre	259 089 156 €	303 983 614 €	358 990 073 €	348 030 558 €	-3%		

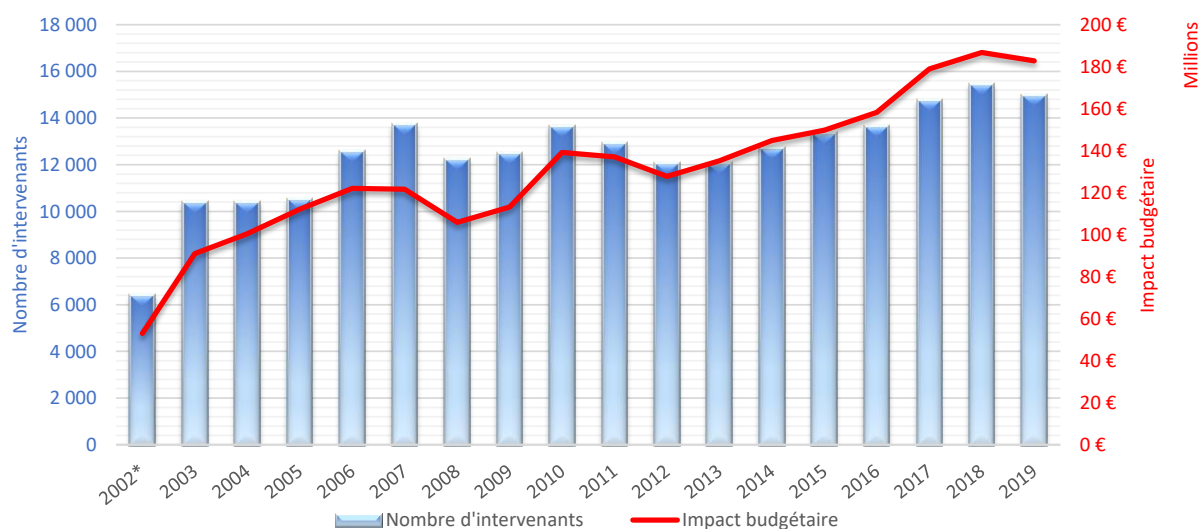


**CREDIT D'IMPOT EN MATIERE D'ENREGISTREMENT ET D'HYPOTHÈQUES
LOI DU 30 JUILLET 2002 TELLE QUE MODIFIEE**

Année	Impact budgétaire	Nombre d'intervenants
2002*	53 000 000 €	6 400
2003	91 000 000 €	10 400
2004	100 500 000 €	10 400
2005	112 061 042 €	10 499
2006	121 999 375 €	12 561
2007	121 628 765 €	13 721
2008	105 838 165 €	12 230
2009	113 220 617 €	12 477
2010	139 184 041 €	13 647
2011	136 995 214 €	12 928
2012	127 804 769 €	12 047
2013	135 177 788 €	12 055
2014	144 836 068 €	12 706
2015	149 824 454 €	13 341
2016	158 201 510 €	13 645
2017	178 930 840 €	14 770
2018	186 773 176 €	15 456
2019	182 856 529 €	14 952
2020**	121 812 147 €	9 779

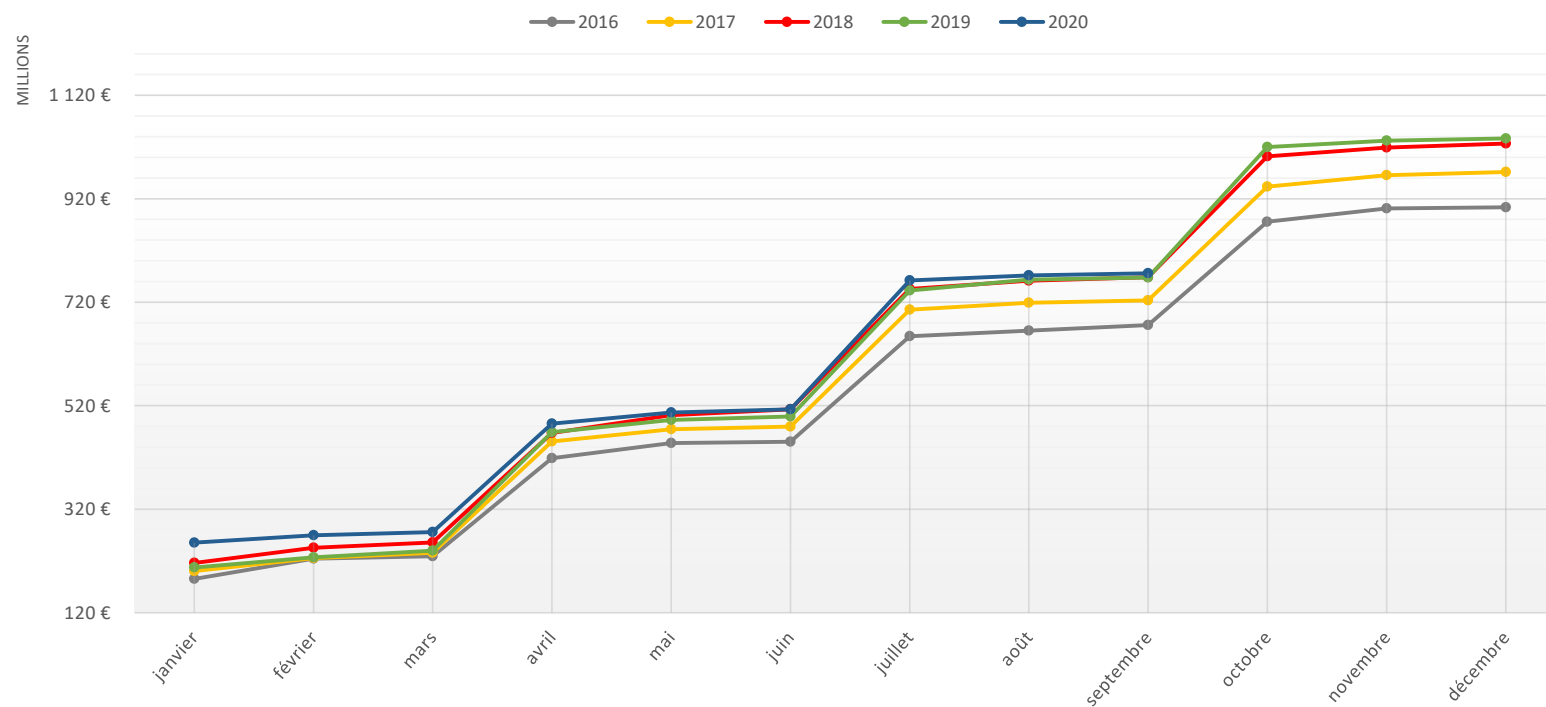
* Pour la période du 17 mai 2002 au 31 décembre 2002

** Situation au 30.09.2020



EVOLUTION DE LA TAXE D'ABONNEMENT 2016 - 2020 (Résultats cumulés en euros)

Mois	2016	2017	2018	Δ18/17	2019	Δ19/18	2020	Δ20/19
janvier	185 274 096 €	200 495 412 €	216 094 426 €	8%	207 312 887 €	-4%	255 446 061 €	23%
février	224 588 916 €	225 530 643 €	245 501 816 €	9%	226 991 034 €	-8%	269 845 860 €	19%
mars	229 318 898 €	235 771 802 €	255 982 943 €	9%	239 632 213 €	-6%	276 029 785 €	15%
avril	418 702 745 €	450 828 509 €	467 527 555 €	4%	468 742 049 €	0%	485 593 081 €	4%
mai	448 077 569 €	474 776 122 €	501 927 242 €	6%	492 738 907 €	-2%	506 994 319 €	3%
juin	450 579 373 €	479 937 822 €	512 954 801 €	7%	499 247 858 €	-3%	513 167 452 €	3%
juillet	654 458 716 €	705 697 739 €	745 869 273 €	6%	742 714 236 €	-0%	762 230 157 €	3%
août	665 275 646 €	718 903 831 €	761 676 232 €	6%	763 767 855 €	0%	771 923 324 €	1%
septembre	675 997 853 €	723 712 569 €	768 516 093 €	6%	767 651 612 €	-0%	775 925 767 €	1%
octobre	875 416 479 €	943 335 111 €	1 001 869 823 €	6%	1 019 802 494 €	2%		
novembre	901 142 750 €	965 591 871 €	1 018 644 429 €	5%	1 032 296 594 €	1%		
décembre	903 499 563 €	971 668 886 €	1 026 662 431 €	6%	1 036 495 737 €	1%		

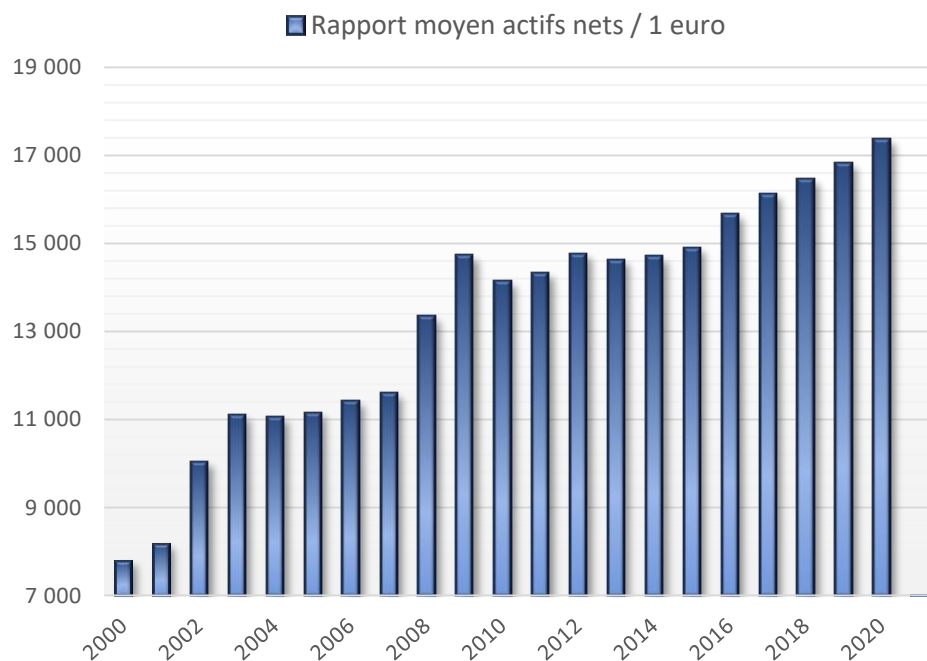


TAXE D'ABONNEMENT OPC

Rapport moyen actifs nets / 1 euro

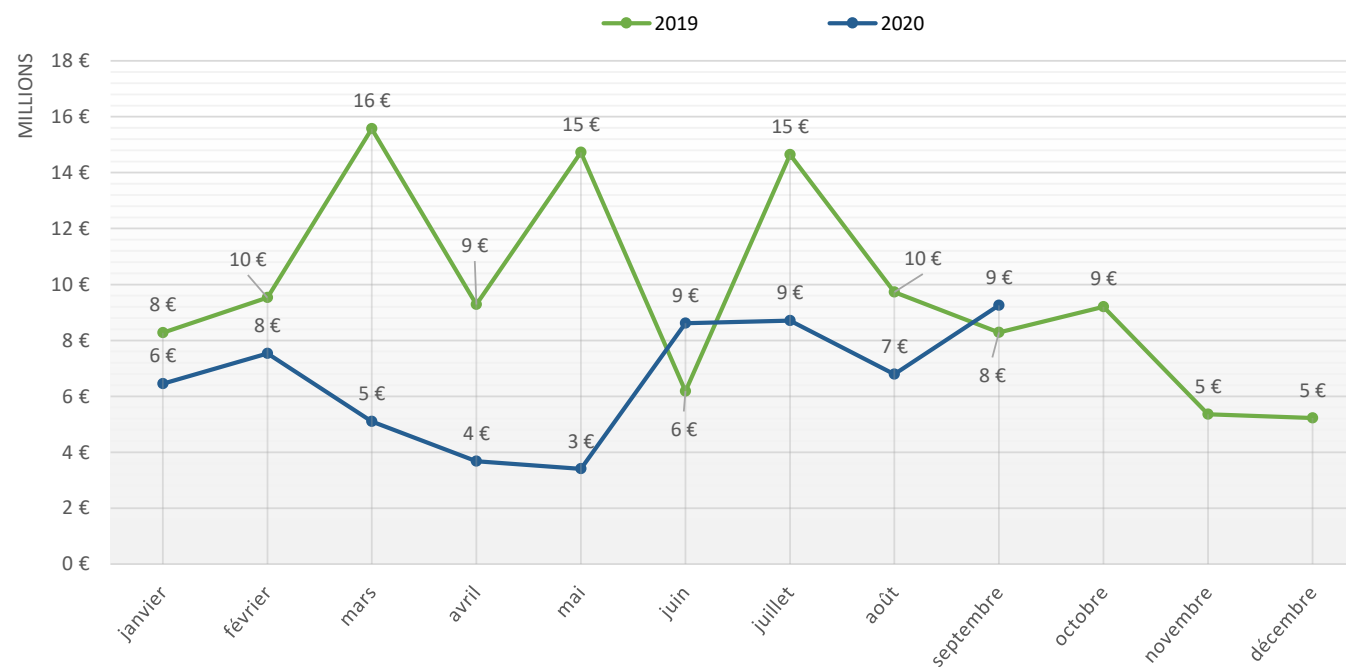
Année	Rapport moyen actifs nets / 1 euro	Variation	Variation en %
2000	7 771		
2001	8 159	388	5,0%
2002	10 015	1 857	22,8%
2003	11 098	1 082	10,8%
2004	11 052	-46	-0,4%
2005	11 129	78	0,7%
2006	11 410	280	2,5%
2007	11 596	186	1,6%
2008	13 331	1 736	15,0%
2009	14 715	1 384	10,4%
2010	14 128	-587	-4,0%
2011	14 318	190	1,3%
2012	14 750	432	3,0%
2013	14 614	-137	-0,9%
2014	14 689	75	0,5%
2015	14 895	207	1,4%
2016	15 664	769	5,2%
2017	16 108	444	2,8%
2018	16 449	341	2,1%
2019	16 813	364	2,2%
2020*	17 364	550	3,3%

* 3 premiers trimestres 2020



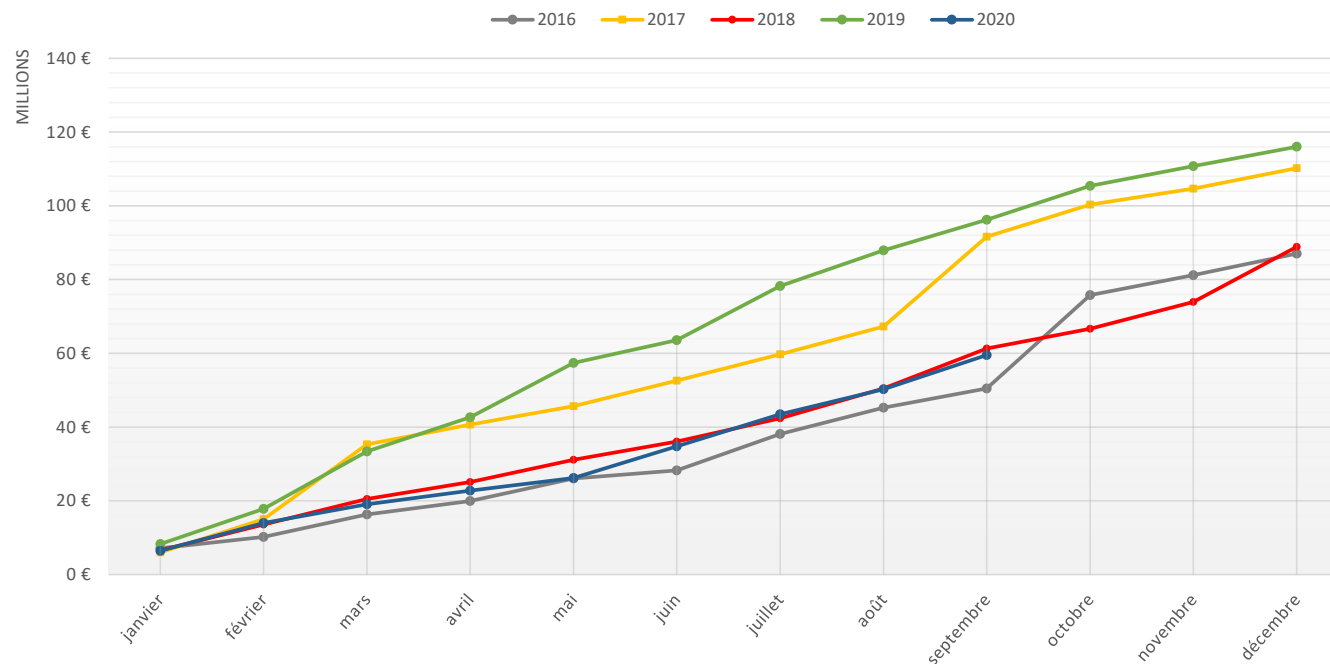
EVOLUTION MENSUELLE DES DROITS DE SUCCESSION 2019 - 2020

Mois	2019	$\Delta 19/18$ en €	$\Delta 19/18$ en %	2020	$\Delta 20/19$ en €	$\Delta 20/19$ en %
janvier	8 278 439 €	1 706 398 €	26%	6 454 418 €	- 1 824 021 €	-22%
février	9 528 467 €	2 536 704 €	36%	7 532 336 €	- 1 996 131 €	-21%
mars	15 569 889 €	8 607 534 €	124%	5 095 177 €	- 10 474 712 €	-67%
avril	9 279 836 €	4 727 297 €	104%	3 674 308 €	- 5 605 529 €	-60%
mai	14 723 202 €	8 707 545 €	145%	3 403 668 €	- 11 319 534 €	-77%
juin	6 185 612 €	1 205 086 €	24%	8 612 948 €	2 427 336 €	39%
juillet	14 648 053 €	8 369 003 €	133%	8 706 364 €	- 5 941 689 €	-41%
août	9 730 908 €	1 596 423 €	20%	6 786 296 €	- 2 944 612 €	-30%
septembre	8 284 762 €	- 2 511 238 €	-23%	9 257 272 €	972 509 €	12%
octobre	9 202 821 €	3 827 032 €	71%			
novembre	5 351 836 €	- 1 880 376 €	-26%			
décembre	5 223 098 €	- 9 742 287 €	-65%			



EVOLUTION DES DROITS DE SUCCESSION 2016 - 2020 (montants cumulés)

Mois	2016	2017	2018	$\Delta 18/17$	2019	$\Delta 19/18$	2020	$\Delta 20/19$
janvier	7 132 445 €	6 003 884 €	6 572 041 €	9%	8 278 439 €	26%	6 454 418 €	-22%
février	10 178 865 €	15 023 710 €	13 563 804 €	-10%	17 806 906 €	31%	13 986 755 €	-21%
mars	16 275 999 €	35 318 023 €	20 526 159 €	-42%	33 376 795 €	63%	19 081 932 €	-43%
avril	19 958 150 €	40 658 790 €	25 078 698 €	-38%	42 656 631 €	70%	22 756 239 €	-47%
mai	26 029 548 €	45 665 838 €	31 094 355 €	-32%	57 379 834 €	85%	26 159 907 €	-54%
juin	28 227 499 €	52 569 726 €	36 074 881 €	-31%	63 565 446 €	76%	34 772 856 €	-45%
juillet	38 091 688 €	59 696 672 €	42 353 931 €	-29%	78 213 499 €	85%	43 479 219 €	-44%
août	45 245 594 €	67 275 898 €	50 488 416 €	-25%	87 944 407 €	74%	50 265 516 €	-43%
septembre	50 435 912 €	91 609 529 €	61 284 416 €	-33%	96 229 169 €	57%	59 522 787 €	-38%
octobre	75 803 013 €	100 322 748 €	66 660 206 €	-34%	105 431 990 €	58%		
novembre	81 182 619 €	104 657 199 €	73 892 418 €	-29%	110 783 827 €	50%		
décembre	87 035 173 €	110 205 601 €	88 857 803 €	-19%	116 006 925 €	31%		



PROJET DE BUDGET PLURIANNUEL 2021-2024

Estimations	2020	2021	Δ en %	2022	Δ en %	2023	Δ en %	2024	Δ en %
Section 64.6 - Impôts, droits et taxes									
Taxe sur la valeur ajoutée	3 696 698 936 €	4 012 827 164 €	8,6%	4 320 148 414 €	7,7%	4 591 249 580 €	6,3%	4 858 345 102 €	5,8%
Taxe d'abonnement	1 054 601 000 €	1 093 989 000 €	3,7%	1 152 267 000 €	5,3%	1 218 431 000 €	5,7%	1 279 588 000 €	5,0%
Droits d'enregistrement	336 412 000 €	383 857 000 €	14,1%	417 154 000 €	8,7%	452 677 000 €	8,5%	491 108 000 €	8,5%
Droits d'hypothèques	67 225 000 €	75 595 000 €	12,5%	81 383 000 €	7,7%	87 501 000 €	7,5%	94 059 000 €	7,5%
Taxe sur les assurances	59 800 000 €	62 200 000 €	4,0%	64 500 000 €	3,7%	67 000 000 €	3,9%	69 600 000 €	3,9%
Section 64.7 - Recettes domaniales									
Loyers d'immeubles des entreprises	68 244 000 €	74 205 000 €	8,7%	74 205 000 €	0,0%	74 205 000 €	0,0%	74 205 000 €	0,0%
Section 94.1 - Autres recettes en capital									
Droits de succession	75 000 000 €	85 000 000 €	13,3%	85 000 000 €	0,0%	85 000 000 €	0,0%	85 000 000 €	0,0%
Total	5 357 980 936 €	5 787 673 164 €	8,0%	6 194 657 414 €	7,0%	6 576 063 580 €	6,2%	6 951 905 102 €	5,7%